



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## **NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA**

Juillet 2024



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

## NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DANS LES PAYS DE L'UEMOA

---

**Juillet 2024**

## SOMMAIRE

<b>PRINCIPAUX MESSAGES</b>	<b>3</b>
<b>I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	<b>4</b>
1.1. Activité économique dans le monde	4
1.2. Actions des banques centrales	5
1.3. Marchés des matières premières	6
1.4. Marchés financiers	8
<b>II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA</b>	<b>10</b>
2.1. Production et demande de biens et services	10
2.2. Inflation	13
<b>III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE</b>	<b>15</b>
3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires	15
3.2. Taux d'intérêt des banques	15
3.3. Liquidité bancaire	16
3.4. Monnaie	17
<b>IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA</b>	<b>18</b>
4.1. Marché boursier de l'UEMOA	18
4.2. Marché des titres de la dette publique	19
<b>V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA</b>	<b>21</b>
5.1. Croissance	21
5.2. Monnaie	21
5.3. Inflation	22
<b>ANNEXES STATISTIQUES</b>	<b>23</b>

## PRINCIPAUX MESSAGES<sup>1</sup>

### 1. Évolutions récentes

La situation économique mondiale en **juin 2024** s'est caractérisée par une croissance modérée, avec des signes de ralentissement dans plusieurs régions. Les pays développés ont connu des évolutions contrastées, marquées par une baisse des pressions inflationnistes. Les économies émergentes, confrontées à des défis liés à la demande intérieure, ont enregistré une croissance inégale. Dans les pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, l'activité économique est restée fragile.

Aux **États-Unis**, la croissance s'est raffermie, portée par la hausse de la demande et le renforcement des effectifs. En **zone euro**, l'activité a reculé, en raison du ralentissement de la demande et des commandes. Au **Royaume-Uni**, l'activité économique a légèrement décéléré, en lien avec la diminution de l'activité commerciale.

En **Chine**, l'activité économique a fléchi, en raison de la baisse de confiance des marchés financiers et d'une demande insuffisante. En **Inde**, la croissance a progressé, soutenue par la forte demande intérieure et extérieure. L'**Afrique du Sud**, pour sa part, a connu un recul de l'activité dans un contexte de demande intérieure faible due à l'incertitude politique.

En Afrique de l'Ouest, l'activité économique s'est contractée au **Nigeria**, reflet de la faiblesse de la demande intérieure et des pressions inflationnistes. Au **Ghana**, l'activité du secteur privé a diminué, en raison de la hausse rapide des prix qui a freiné la demande.

L'indice des prix des principales matières premières exportées par les pays de l'UEMOA s'est accru, en lien avec la hausse des prix de la plupart des produits agricoles, influencée par les conditions météorologiques défavorables. En revanche, l'indice des prix des produits alimentaires importés a reculé en raison de l'augmentation des disponibilités et de la faiblesse de la demande.

Au niveau des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique demeure robuste, en lien avec la vigueur de la demande intérieure. Le taux d'inflation est ressorti à 4,4% en juin 2024, en hausse de 0,1 point de pourcentage par rapport à son niveau du mois précédent.

Le taux d'intérêt à une semaine du marché interbancaire s'est établi à 6,12% en juin 2024, inchangé par rapport à son niveau du mois précédent. Les conditions appliquées par les banques à la clientèle se sont assouplies en mai 2024 (taux débiteurs : 7,11%, contre 7,19% en avril 2024 et 6,73% un an plus tôt).

La masse monétaire a enregistré une progression de 3,6%, en glissement annuel, à fin mai 2024, après 1,5% un mois plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+6,9%), dont l'effet a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets (-16,1%).

### 2. Perspectives

Le taux de croissance du PIB réel de l'UEMOA ressortirait à 5,4% et 5,7% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2024, après une croissance de 5,1% au premier trimestre 2024. Cette dynamique serait tirée par la bonne tenue de la demande intérieure. En ce qui concerne le niveau des prix, les données disponibles indiquent que le taux d'inflation devrait s'établir à 4,3% en juillet et 4,1% en août 2024, en ligne avec le maintien des pressions sur les prix des produits céréaliers, notamment dans les pays sahéliens dont la production céréalière s'est réduite lors de la campagne agricole 2023/2024.

---

<sup>1</sup> Cette note d'analyse a été produite sur la base des données disponibles au 23 juillet 2024.

## I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

### 1.1. Activité économique dans le monde

*En juin 2024, les pays développés ont connu une croissance économique modérée, en raison de la prudence affichée par les entreprises en matière d'investissement. Les économies émergentes ont montré des dynamiques de croissance divergentes avec des défis liés à la demande intérieure.*

Aux **Etats-Unis**, l'activité économique a enregistré une progression en juin 2024. L'indice PMI composite a atteint 54,6 points, contre 54,4 points le mois précédent. Cette augmentation est principalement due à une solide performance dans le secteur des services (55,1 points) et une légère croissance dans le secteur manufacturier (51,7 points). La confiance des entreprises et la hausse de la demande ont favorisé le renforcement des effectifs pour la première fois en trois mois. En **zone euro**, l'indice composite des directeurs d'achat s'est établi à 50,9 points en juin 2024, reflétant une croissance plus faible qu'en mai 2024 (52,2 points). La diminution de la demande, particulièrement pour les nouvelles commandes, a entraîné un ralentissement de l'expansion des services (-0,4 point à 52,8 points) et une contraction plus marquée dans le secteur manufacturier (-1,5 point à 45,8 points). Au **Royaume-Uni**, les performances demeurent robustes (52,3 points) mais en légère baisse par rapport au mois précédent (53,0 points). La dynamique des nouvelles commandes s'est affaiblie et la croissance de l'emploi est restée limitée. L'indice PMI composite du **Japon** a chuté à 49,7 points en juin 2024, marquant la première contraction en sept mois, contre 52,6 points en mai 2024, en raison d'une baisse des activités dans le secteur des services. Les nouvelles commandes ont chuté, tandis que la confiance des entreprises a atteint son plus bas niveau en huit mois.

Au niveau des **pays émergents**, l'activité économique en **Chine** a baissé à 52,8 points en juin 2024, contre 54,1 points en mai 2024. Cette évolution est due au ralentissement de la croissance des nouvelles commandes, au recul de l'emploi dans les secteurs manufacturier et des services ainsi qu'à la détérioration de la confiance des entreprises dans les perspectives économiques. En **Inde**, les données ont révélé une expansion de la croissance en juin 2024. L'indice des directeurs d'achat s'est situé à 60,9 points contre un niveau de 60,5 points un mois plutôt, grâce à la hausse significative des nouvelles affaires et de l'emploi, soutenue par la demande intérieure et extérieure. En **Russie**, l'activité a fléchi à 49,8 points en juin 2024, traduisant une contraction pour la première fois depuis janvier 2023, en lien avec la baisse du secteur des services. L'activité économique au **B Brésil** s'est située à 54,0 points en juin 2024, montrant un ralentissement par rapport au mois précédent (54,8 points), en lien avec la baisse de la demande dans le secteur manufacturier, atténuée par une progression dans le secteur des services. En **Afrique du Sud**, l'indice PMI composite a diminué à 49,2 points en juin 2024, reflétant une contraction de l'activité du secteur privé après deux mois de légère croissance (50,4 points et 50,3 points, respectivement en mai et avril 2024). La faiblesse de la demande intérieure associée à l'incertitude politique résultant des élections générales organisées fin mai 2024, ont provoqué une baisse des commandes et de la production.

**Au niveau des pays voisins de l'UEMOA**, l'indice PMI composite du **Nigeria** s'est établi à 50,1 points en juin 2024, contre 52,1 points en mai 2024, indiquant un recul de l'activité économique, marqué par une diminution des commandes et de la production en raison de la demande intérieure atone. Par ailleurs, les coûts des intrants ont continué de grimper, entraînant une hausse des prix de vente, tandis que la confiance des entreprises est restée basse, reflétant des perspectives économiques moroses. L'activité économique au **Ghana** a chuté à 49,7 points en juin 2024, contre 51,6 points un mois plutôt, traduisant une légère détérioration des conditions commerciales. La hausse rapide des prix, en partie causée par la dépréciation de la monnaie, a freiné la demande.

## 1.2. Actions des banques centrales

*En juin 2024, les principales banques centrales du monde ont pris des décisions contrastées. Certaines ont maintenu leurs taux inchangés, insistant sur la nécessité d'une politique monétaire stricte en vue d'une baisse durable des prix. D'autres, au contraire, ont commencé à réduire les taux en réponse à une diminution de l'inflation.*

Au niveau des pays avancés, la **Banque centrale européenne (BCE)** a, le 18 juillet 2024, maintenu les taux d'intérêt inchangés, dans l'attente de données rassurantes sur l'inflation avant de poursuivre une politique monétaire plus accommodante. Le taux des opérations principales de refinancement reste à 4,25%, le taux de la facilité de dépôt à 3,75% et le taux de la facilité de prêt marginal à 4,50%. Cette décision intervient après une baisse de 25 pnb des taux, le 6 juin 2024. La **Réserve fédérale américaine (FED)** a décidé, lors de sa réunion du 12 juin 2024, de maintenir la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 5,25% et 5,50%. Les responsables de la FED estiment qu'il n'est pas opportun de réduire les taux avant d'avoir la certitude que l'inflation évolue durablement vers l'objectif de 2%. La **Banque du Japon (BoJ)** a maintenu son taux d'intérêt à court terme dans une fourchette de 0% à 0,1% le 14 juin 2024, tout en déclarant son intention de réduire progressivement ses achats d'obligations d'État. La **Banque d'Angleterre (BoE)** a maintenu son taux directeur à 5,25% le 20 juin 2024, en affirmant sa vigilance face aux pressions inflationnistes. La **Banque de Suède** a décidé de maintenir son taux directeur à 3,75% le 27 juin 2024, tout en envisageant deux à trois baisses de taux d'ici la fin de l'année. Pour sa part, la **Banque du Canada (BdC)** a abaissé son taux directeur de 25 points de base à 4,75% le 5 juin 2024, prévoyant d'autres réductions si l'inflation continue de ralentir. La **Banque centrale du Danemark** a, le 12 juin 2024, diminué son taux d'intérêt de 25 points de base à 3,35%, alignant ainsi sa politique monétaire sur celle de la zone euro, après le premier assouplissement monétaire de la BCE (-25 pnb) depuis 2019, réalisé le 6 juin 2024. Dans la même lignée, la **Banque nationale suisse** a décidé de réduire son taux directeur de 25 points de base à 1,25% le 20 juin 2024, pour maintenir des conditions monétaires appropriées dans un contexte d'inflation modérée et de croissance économique récente en Suisse.

Dans les pays émergents, la **Banque centrale chinoise (PBoC)** a, le 22 juillet 2024, abaissé ses taux d'intérêt de référence pour stimuler une croissance économique en ralentissement. Face à la crise immobilière, la faible consommation et un chômage élevé chez les jeunes, cette décision vise à encourager les banques commerciales à offrir des conditions de crédit plus favorables. Le taux de référence à un an a été réduit de 3,45% à 3,35%, et celui à cinq ans, pertinent pour les prêts hypothécaires, a baissé de 3,95% à 3,85%. La **Reserve Bank of India (RBI)** a maintenu son taux de référence à 6,50% le 7 juin 2024, mettant l'accent sur la réduction de l'inflation vers son objectif de 4%. La **Banque centrale du Brésil** a opté pour le maintien de son taux directeur à 10,50% le 18 juin 2024, insistant sur l'importance d'une politique monétaire prudente. Le 27 juin 2024, la **Banque centrale de Turquie** a maintenu son taux d'intérêt directeur à 50,00%. Elle a noté l'arrêt en mai 2024 de la baisse de l'inflation sous-jacente mensuelle, signalant que la demande intérieure, malgré son ampleur, montre des signes de ralentissement. Pour rappel, en mars 2024, la Banque centrale avait relevé son taux directeur de 500 pnb à 50,00%, en réponse à une inflation annuelle atteignant près de 70%. La **South African Reserve Bank** a maintenu son taux d'intérêt principal inchangé à 8,25%, le 18 juillet 2024, son plus haut niveau depuis 15 ans, pour la septième réunion consécutive. Elle a estimé qu'une politique restrictive est nécessaire pour stabiliser l'inflation à 4,5%, malgré l'amélioration des perspectives d'inflation.

Au niveau des pays voisins et partenaires commerciaux de l'UEMOA, la **Banque centrale du Nigeria (CBN)** a relevé le 23 juillet 2024 son taux d'intérêt de référence de 50 points de base à 26,75%, en réponse à une inflation record de 34,2% en juin et à la pression sur le naira. **Bank Al-Maghrib (BAM)** a réduit son taux d'intérêt principal à 2,75% (-25 points de base), le 25 juin

2024, prévoyant une inflation de 1,5% en 2024 après 6,1% en 2023. Lors de sa réunion du 25 juin 2024, la **Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC)** a maintenu ses taux directeurs à 5,00% pour les appels d'offres et à 6,75% pour la facilité de prêt marginal. Cette décision repose sur des performances macroéconomiques solides, une position extérieure robuste malgré une inflation globale encore élevée. Elle prévoit une baisse de l'inflation à 3,9% en 2024 contre 5,6% en 2023 et une croissance économique de 3,3%, en hausse par rapport aux 2,3% de 2023. Les réserves de change sont projetées à 7.285 milliards FCFA, assurant une couverture monétaire de 78,4% et 4,79 mois d'importations.

**Tableau 1 : synthèse des actions des principales banques centrales**

	Variation du taux directeur en 2023 (en pdb)	Variation du taux directeur en 2024 (en pdb)	Taux directeur au 23 juillet 2024 (%)	Cible d'inflation (%)	Taux d'inflation en juin 2024 (%)
<b>Pays avancés</b>					
États-Unis	100	0	{5,25 -5,50}	2,0	3,0
Zone euro	200	-25	4,25	2,0	2,5
Royaume-Uni	175	0	5,25	2,0	2,0
<b>Pays émergents</b>					
Chine	-20	0	3,45	3,0	0,2
Russie	850	0	16,00	4,0	8,6
Inde	25	0	6,50	5,7	5,1
Brésil	-200	-125	10,5	{3,75+/-1,5}	4,2
Afrique du sud	100	0	8,25	{3,0 - 6,0}	5,2
<b>Pays en développement</b>					
Nigeria	225	800	26,75	{6,0 - 9,0}	34,2
Ghana	300	-100	29,00	{8,0+/-2,0}	22,8
CEMAC *	50	0	5,00	3,0	5,5

Sources : Central Bank rates, Banques centrales des pays concernées, tradingeconomics.com ; \* taux d'inflation annuel 2024

### 1.3. Marchés des matières premières

**En juin 2024, l'indice des prix des produits de base exportés par les pays de l'UEMOA a enregistré une hausse de 2,8%, principalement due à l'augmentation des prix de la plupart des produits agricoles sous l'effet des conditions météorologiques défavorables. En revanche, l'indice des prix des produits alimentaires importés a diminué de 2,7% en raison de l'abondance de l'offre et de la faiblesse de la demande.**

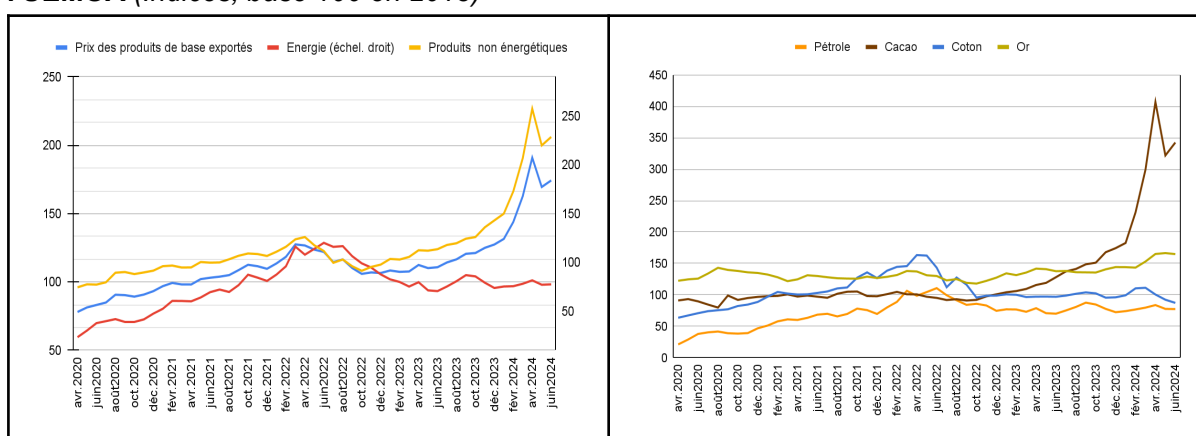
L'indice des prix des principaux **produits de base exportés** par les pays de l'UEMOA a enregistré une hausse, en glissement mensuel, de 2,8% en juin 2024, contre un recul de 11,2% le mois précédent. Ce renchérissement s'explique par le raffermissement des cours de certains produits agricoles (**noix de cajou** : +21,3%, **café** : +11,5%, **cacao** : +6,4%, **huile de palme** : +2,6%, **caoutchouc** : +2,5%). Les prix des fertilisants ont connu un regain avec une croissance de 4,0% pour le **phosphate**. Au niveau des produits énergétiques, la progression a été de 0,5%, due au renforcement des cours du **gaz naturel** (+7,4%), atténué par le recul de ceux du **pétrole** (-0,3%). Par contre, un repli a été noté au niveau des prix des métaux et minéraux au cours du mois de juin 2024. Les cours de l'**uranium** ont fléchi de 3,2%, ceux du **zinc** de 2,9%, et ceux de l'**or** de 1,0%. D'autres produits agricoles comme le **coton** (-5,4%) ont également enregistré une diminution de leur cours.

La révision à la baisse des prévisions de production de **noix de cajou** pour 2024 en Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de noix brutes, en raison des conditions météorologiques défavorables, a contribué au raffermissement des prix de ce produit. Les prix du **café** sont soutenus par les craintes d'une éventuelle rupture d'approvisionnement, notamment au Vietnam et au Brésil, les deux principaux producteurs mondiaux. En effet, le 15 juin 2024, les exportations vietnamiennes de café ont diminué de 8,4% par rapport à la période correspondante de l'année

précédente. Le marché du **cacao** a continué de se raffermir du fait de la suspension par la Côte d'Ivoire de ses exportations de fèves pour juin 2024 et des ventes anticipées pour la saison prochaine. La hausse des prix de l'**huile de palme** découle d'une augmentation significative et constante des importations en Inde. Les cours du **caoutchouc** ont augmenté en raison d'un approvisionnement insuffisant du marché par les pays producteurs d'Asie du Sud-Est, notamment la Thaïlande. L'augmentation des cours du **phosphate** est imputable à une offre limitée face à une demande croissante. La diminution récente de la production de **gaz naturel** et la persistance des tensions géopolitiques sont à l'origine de la montée des prix de ce produit. En revanche, les cours de l'**uranium** ont reculé en raison de l'arrêt temporaire des achats sur le marché, réduisant ainsi la demande. En plus, les fonds spéculatifs, qui avaient acheté de l'uranium en espérant que son prix augmenterait, ont vendu leurs positions pour encaisser leurs gains, intensifiant ainsi la pression baissière sur les prix. Malgré ce repli, les cours de l'uranium restent à des niveaux élevés depuis 16 ans, en raison du déficit structurel de l'offre. Le marché du **zinc** connaît un excédent attribuable à la baisse de la demande en Chine et dans l'industrie européenne, ce qui explique le repli des cours de ce produit. Les cours du **pétrole** ont décliné en raison de données moins reluisantes sur l'emploi aux Etats-Unis, laissant présager une diminution de la demande future de produits pétroliers.

Les cours de l'**or** ont baissé après l'annonce faite par la FED, le 12 juin 2024, laissant entrevoir une seule réduction des taux cette année, jugée moins accommodante que prévu. Les cours du métal jaune ont également pâti de la suspension des achats d'or décidée par la Banque centrale chinoise. Le fléchissement des prix du **coton** est principalement dû à une offre abondante et à une demande faible, amplifiées par des fermetures d'usines en Indonésie.

**Graphique 1 : Évolution des cours des matières premières exportées par les pays de l'UEMOA (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à juin 2023, l'indice des prix des principaux produits exportés par les pays de l'UEMOA a augmenté de 57,3%, après un accroissement de 53,9% le mois précédent. La hausse des cours concerne les produits agricoles (**cacao** : +167,2%, **café** : +54,1%, **caoutchouc** : +30,1% et **huiles végétales** : +13,3%), les minéraux (**uranium** : +48,9%), les métaux précieux (**or** : +19,7%), les fertilisants (**phosphate** : +19,5%), le **pétrole** (+9,7%), le **gaz naturel** (+4,3%) et le **zinc** (+1,5%). En revanche, les prix du **coton** (-10,0%) se sont repliés.

L'indice des prix des principaux **produits alimentaires importés** dans l'UEMOA a baissé de 2,7% en juin 2024, en variation mensuelle, après une progression de 5,0% un mois auparavant. Le fléchissement concerne les cours du **blé** (-9,2%), du **riz** (-3,4%) et de l'**huile de soja** (-1,4%). En revanche, les prix du **lait** (+6,0%) et du **sucre** (+0,7%) se sont accrus.

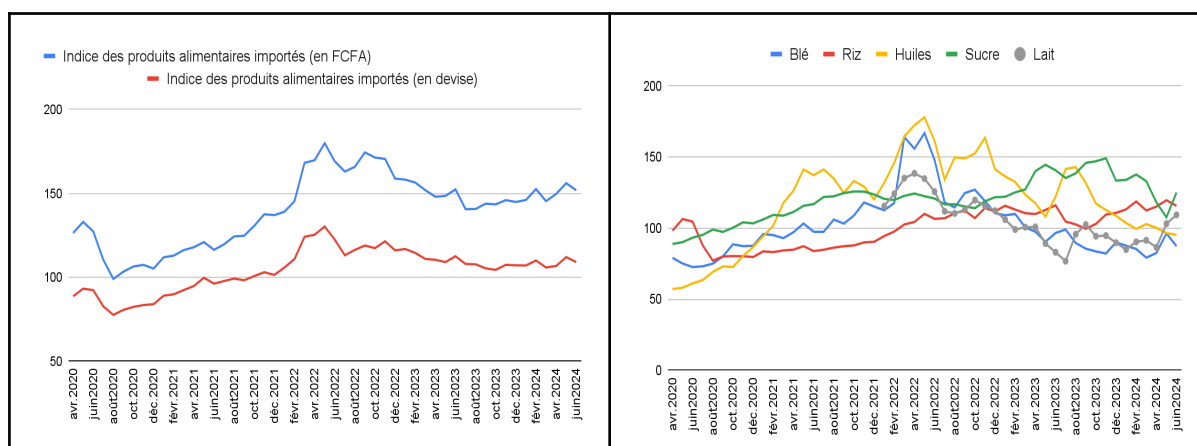
Le début de moisson prometteur aux États-Unis, conjugué à la stratégie de baisse des prix en Russie, en vue de regagner des parts de marché, sont à l'origine de la chute des cours du **blé**.



La baisse des cours du **riz** est imputable à l'accroissement de l'offre au Vietnam et en Thaïlande, respectivement 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> producteur mondial. Les prix de l'**huile de soja** ont reculé, en raison d'une augmentation de la production en provenance d'Amérique du Sud, notamment au Brésil.

En revanche, les prix du **lait** sont soutenus par l'augmentation de la demande dans les secteurs de la vente au détail et les inquiétudes concernant une baisse historique de la production laitière en Europe de l'Ouest. La remontée des prix du **sucre** résulte de la révision à la hausse des prévisions de déficit mondial par l'Organisation internationale du sucre (ISO) pour la saison 2023/2024, atteignant 2,954 millions de tonnes, comparé à une estimation précédente plus faible.

**Graphique 2 : Évolution des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'Union (Indices, base 100 en 2013)**



Sources : Reuters, calculs BCEAO

Par rapport à la même période de l'année 2023, l'indice des prix des principaux produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a reculé de 3,1%, après une hausse de 2,8% le mois précédent. Cette dynamique baissière a été imprimée par le repli des cours de l'**huile de soja** (-22,0%), du **sucre** (-10,9%), du **blé** (-9,5%) et du **riz** (-0,4%). En revanche, les prix du **lait** (+31,6%) se sont renforcés.

Exprimés en franc CFA, l'indice des prix des produits alimentaires importés par les pays de l'UEMOA a fléchi de 0,3%, en variation annuelle, suite à la baisse des prix du sucre (-22,0%) et du blé (-8,9%). La hausse des cours du lait (+32,6%), des huiles végétales (+2,8%) et du riz (+0,4%) a amoindri la tendance.

## 1.4. Marchés financiers

**Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions divergentes au cours du mois de juin 2024. Le NASDAQ, indice des valeurs technologiques, s'est renforcé, stimulé par l'enthousiasme continu pour l'intelligence artificielle (IA). Cependant, l'annonce le 9 juin 2024 du Président français concernant la dissolution de l'Assemblée nationale et la tenue d'élections législatives anticipées, a suscité une incertitude qui a pesé négativement sur les marchés boursiers européens.**

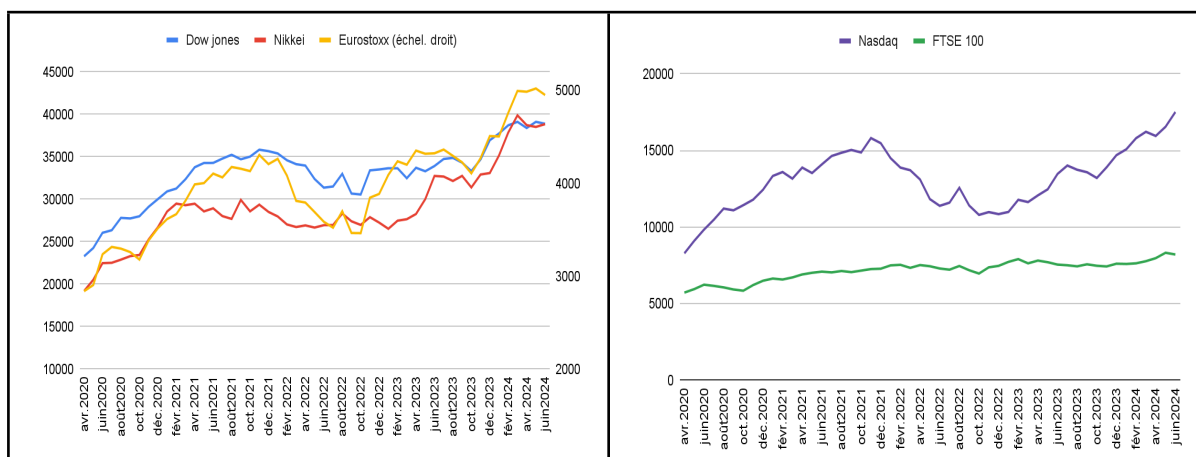
### 1.4.1. Les places boursières

Les principaux indices boursiers des pays avancés ont connu des évolutions divergentes en juin 2024 par rapport au mois précédent. Les indices NASDAQ des États-Unis et NIKKEI 225 du Japon se sont renforcés de 5,8% et 0,9%, après des évolutions respectives de +3,8% et -0,5%. En revanche, les indices DOW JONES des États-Unis (-0,6%), EUROSTOXX 50 de la zone euro

(-1,4%), CAC 40 de la France (-4,4%) et FTSE 100 du Royaume-Uni (-1,4%) ont reculé par rapport à leur moyenne de mai 2024.

En Afrique, les tendances sont également contrastées. En effet, les indices MASI du Maroc (-1,4%) et FTSE de l'Afrique du Sud (-0,4%) se sont repliés. Par contre, le GSE du Ghana (+1,9%) et le NSE du Nigeria (+1,3%) se sont renforcés par rapport à leur valeur moyenne du mois précédent.

**Graphique 3 : Évolution des indices boursiers internationaux (en nombre de points)**

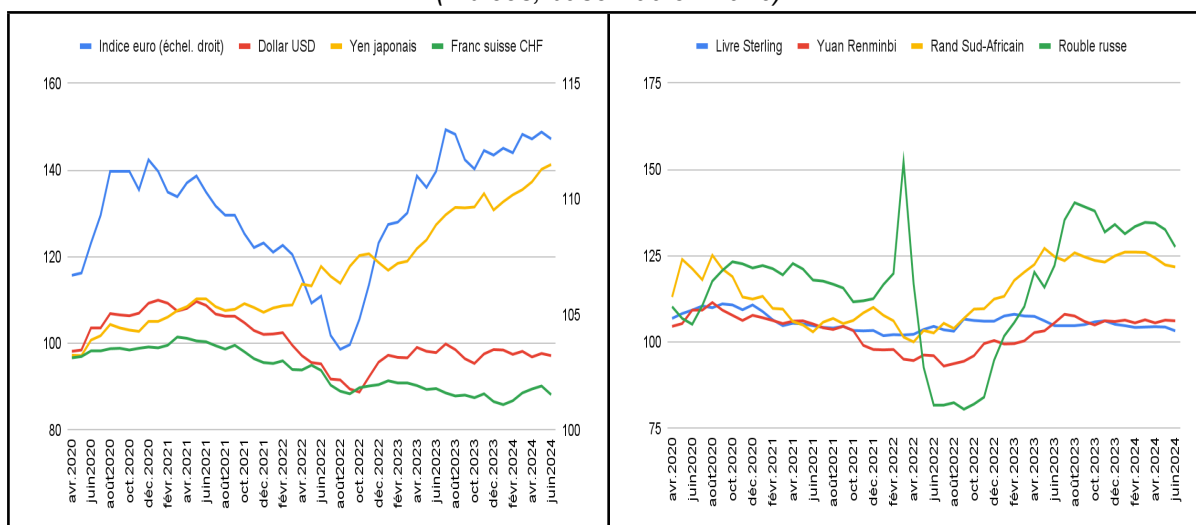


Sources : Reuters, calculs BCEAO

#### 1.4.2. Les taux de change

L'indice du taux de change de l'euro, calculé par la BCE, s'est déprécié de 0,3% en juin 2024 comparativement à son niveau moyen du mois précédent, après un regain de 0,3%. La monnaie des pays de la zone euro s'est repliée de 2,2% vis-à-vis du franc suisse, de 1,1% face à la livre sterling, de 0,7% comparativement au dollar australien, de 0,5% par rapport au dollar américain et de 0,2% à l'égard du dollar canadien. L'euro a aussi perdu de la valeur face aux monnaies des pays émergents, notamment le rouble russe (-3,8%), le rand sud-africain (-0,5%), la roupie indienne (-0,4%) et le yuan chinois (-0,2%). En revanche, la devise européenne s'est appréciée par rapport au yen japonais (+0,8%) et à la livre turque (+0,6%).

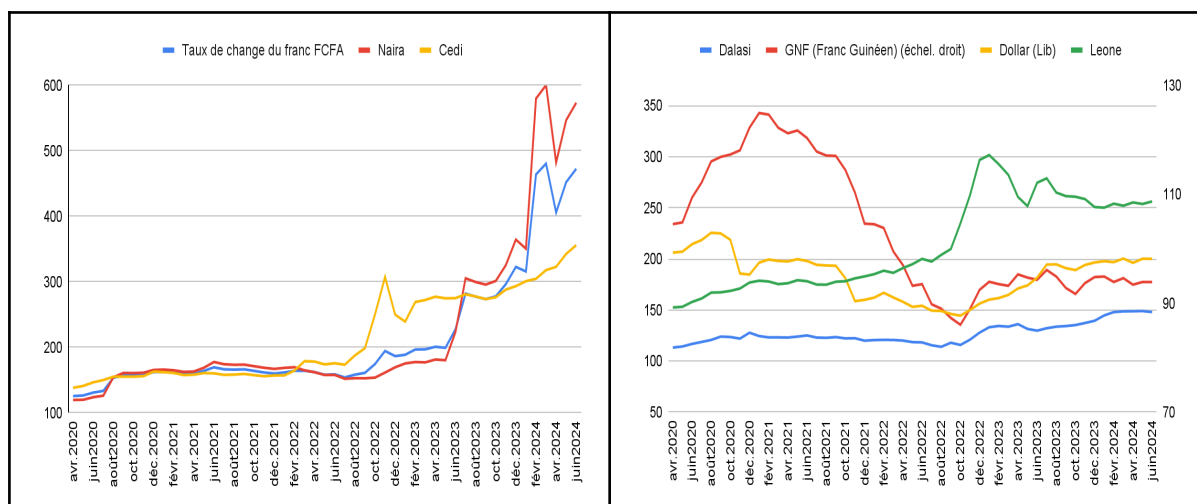
**Graphique 4 : Évolution du taux de change de l'euro face aux principales devises (Indices, base 100 en 2016)**



Sources : BCE, BdF, Calculs BCEAO

Dans la sous-région ouest-africaine, le franc CFA a enregistré, au cours du mois de juin 2024, un renforcement de 4,5% comparé à sa valeur du mois précédent, en lien avec son appréciation par rapport au naira (+4,9%), au cedi (+3,9%) et à la léone (+1,0%). En revanche, sur la même période, la monnaie des pays de l'UEMOA a perdu de la valeur face au dalasi gambien (-0,7%) et, dans une moindre mesure, vis-à-vis du dollar libérien (-0,03%) et du franc guinéen (-0,02%).

**Graphique 5 : Évolution du taux de change des monnaies de l'Afrique de l'Ouest**  
(Indices, base 100 en 2016)



Sources : AMAO, calculs BCEAO

En variation annuelle, le franc CFA s'est apprécié de 107,5% par rapport aux monnaies des autres pays de l'Afrique de l'Ouest. En particulier, le franc CFA enregistre une hausse de 156,4% et 29,4% respectivement par rapport au naira et au cedi ghanéen.

## II. ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DANS L'UEMOA

### 2.1. Production et demande de biens et services

Les indicateurs économiques disponibles à fin mai 2024 révèlent une évolution à la hausse de l'activité économique à un rythme mensuel. La production industrielle a augmenté de 0,7%, en variation mensuelle, après une progression de la même ampleur un mois auparavant. Le chiffre d'affaires du commerce de détail s'est également accru de 0,5% comme au mois précédent. Dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), l'enquête auprès des chefs d'entreprise fait état d'une poursuite de l'amélioration de l'activité dans tous les pays de l'Union à l'exception du Mali et du Niger. En outre, les prestations de services marchands et financiers ont enregistré des hausses respectives de 2,3% et 0,8% d'un mois à l'autre.

#### 2.1.1. Production industrielle

En variation mensuelle, l'indice de la production industrielle, corrigé des variations saisonnières (CVS), a enregistré une hausse de 0,7% en mai 2024, inchangé par rapport au mois précédent. L'accroissement de la production industrielle est essentiellement imputable aux activités extractives (+1,4 point) et, dans une moindre mesure, à la production de produits pétroliers raffinés (+0,1 point). La contraction de l'activité des industries manufacturières (-0,6 point) et de la production d'électricité, eau et gaz (-0,2 point) a freiné l'expansion de la production industrielle.

**Tableau 2 : Évolution de l'indice de la production industrielle, données CVS-CJO**  
(contribution à la croissance en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
<b>Production des activités extractives</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>
dont pétrole brut et gaz naturel	-0,6	-0,2	-0,3	0,8	4,1	5,3
<b>Industries manufacturières</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,3</b>
dont produits alimentaires et boissons	-3,1	-2,6	-2,2	-0,5	-2,2	-0,1
textiles	-1,9	-1,0	-0,8	-0,6	0,1	0,5
produits pétroliers raffinés	-0,5	0,1	-1,2	0,1	-0,2	-0,3
<b>Electricité, eau et gaz</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
<b>Indice Général</b>	<b>-5,1</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>3,0</b>	<b>7,4</b>

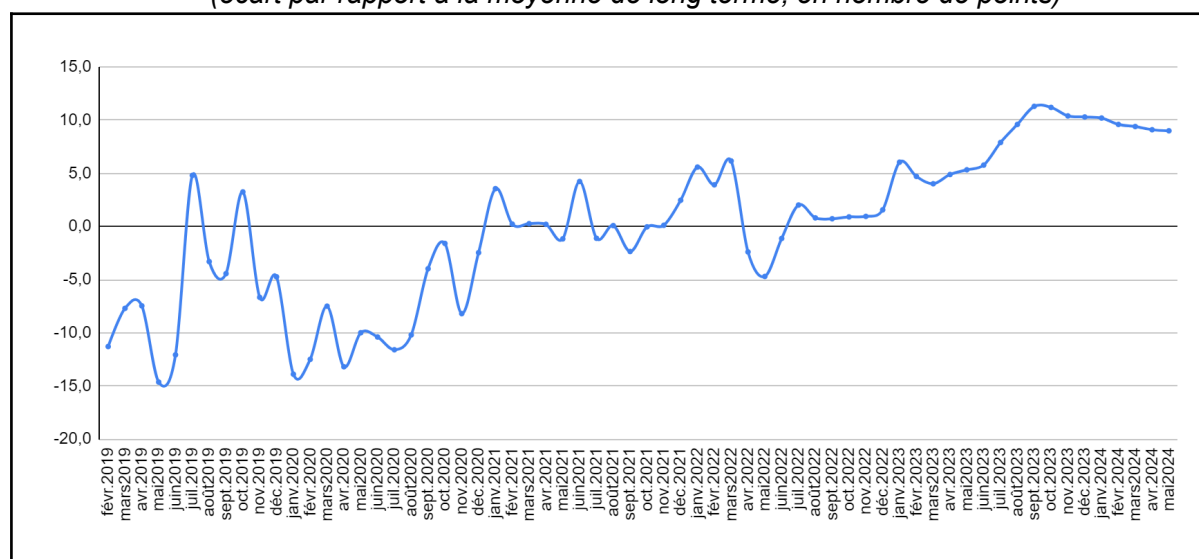
Source : BCEAO, (\*) données provisoires

La production industrielle, en glissement annuel, a augmenté de 7,4% en mai 2024, après une hausse de 3,0% un mois auparavant. Le dynamisme de l'activité économique est essentiellement tiré par le renforcement des activités extractives (+4,2 points après +3,2 points en avril 2024) et de l'industrie manufacturière (+3,3 points après -0,2 point précédemment), amoindri par le léger recul de la production d'électricité, eau et gaz (-0,1 point après +0,0 point).

### 2.1.2. Bâtiments et travaux publics

Les données de l'enquête recueillies auprès des chefs d'entreprise font état d'une progression de l'activité dans le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP), en mai 2024, par rapport à la situation du mois précédent. L'écart de l'indice d'activité dans les BTP par rapport à la moyenne de long terme (100) est resté positif, ressortant à +9,0 points contre +9,1 points en avril 2024. Par pays, une amélioration de l'activité dans le secteur des BTP a été relevée au Sénégal (+36,9 points), au Bénin (+14,8 points), en Côte d'Ivoire (+10,2 points), au Togo (+8,9 points), au Burkina (+8,9 points) et en Guinée-Bissau (+8,2 points). En revanche, un repli de l'activité a été observé au Mali (-18,8 points) et au Niger (-14,2 points).

**Graphique 6 : Évolution de l'activité dans le secteur des BTP de l'UEMOA**  
(écart par rapport à la moyenne de long terme, en nombre de points)



Source : BCEAO

### 2.1.3. Activité commerciale

Le chiffre d'affaires du commerce de détail a connu une progression, en variation mensuelle, de 0,5% au cours du mois de mai 2024, une augmentation de même ampleur que celle du mois précédent. L'amélioration de l'activité, d'un mois à l'autre, dans le commerce de détail est principalement liée aux produits pétroliers (+4,2 points). La détérioration de la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (-2,6 points), des produits alimentaires (-0,6 point), des produits pharmaceutiques et cosmétiques (-0,1 point), des produits d'équipement de la personne (-0,1 point) et des produits divers (-0,1 point) a limité la hausse de l'indice des activités commerciales.

**Tableau 3 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires (ICA), données CVS-CJO**  
(contribution à la croissance de l'indice global en point de pourcentage)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		2024	
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
<b>Produits de l'alimentation</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,7</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,8</b>
dont autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,5	-1,6	0,0	-0,4	0,9	2,1
<b>Équipement de la personne</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
dont textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1
<b>Équipement de logement</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>
<b>Automobiles, motocycles et pièces détachées</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>3,9</b>	<b>0,7</b>
dont véhicules automobiles neufs	1,1	0,0	1,6	-2,8	3,7	0,6
<b>Produits pétroliers</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>8,8</b>
<b>Produits pharmaceutiques et cosmétiques</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>
dont produits pharmaceutiques et médicaux	0,4	0,3	-0,4	-0,1	1,9	1,4
<b>Produits divers</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>13,7</b>	<b>15,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires

Le rythme de progression du chiffre d'affaires du commerce de détail, en glissement annuel, est ressorti en hausse à 15,1% en mai 2024, après 13,7% le mois précédent. La hausse de l'activité dans le commerce de détail est principalement due au commerce de produits pétroliers (+8,8 points), de produits alimentaires (+2,8 points), de produits pharmaceutiques et cosmétiques (+1,5 point), de produits d'équipement de logement (+0,9 point), et de la vente d'automobiles, motocycles et pièces détachées (+0,7 point), de produits divers (+0,3 point) et de produits d'équipement de la personne (+0,1 point).

### 2.1.4. Services marchands

D'un mois à l'autre, les services marchands non financiers ont augmenté de 2,3% en mai 2024, après un accroissement de 0,3% un mois plus tôt. Les services financiers ont suivi une tendance similaire enregistrant une progression de 0,8% en mai 2024, comparativement à une hausse de 1,7% le mois précédent.

**Tableau 4 : Variation des services marchands non financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		avril	mai (*)
	avril	mai	avril	mai (*)		
Bénin	-2,0	2,4	-3,7	3,9	15,5	17,3
Burkina	-4,6	8,1	-0,7	3,1	7,0	2,0
Côte d'Ivoire	1,1	-1,0	2,7	1,4	7,4	10,0
Guinée-Bissau	0,1	0,1	0,0	0,0	0,7	0,6
Mali	-2,8	2,0	-0,9	0,5	-1,7	-3,2
Niger	-0,9	-0,3	1,1	1,4	1,8	3,6
Senegal	-2,0	0,2	1,5	0,0	7,5	7,3
Togo	-8,1	13,4	-7,7	13,0	4,2	3,8
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>-1,5</b>	<b>1,9</b>	<b>0,3</b>	<b>2,3</b>	<b>6,5</b>	<b>6,9</b>

Source : BCEAO, (\*) données provisoires

En glissement annuel, les services marchands non financiers se sont accrus de 6,9% en mai 2024, après une hausse de 6,5% un mois plus tôt. L'amélioration du chiffre d'affaires des services marchands est observée dans tous les pays de l'UEMOA, hormis le Mali (-3,2%). Les augmentations sont de 17,3% au Bénin, 10,0% en Côte d'Ivoire, 7,3% au Sénégal, 3,8% au Togo, 3,6% au Niger, 2,0% au Burkina et 0,6% en Guinée-Bissau.

**Tableau 5 : Variation des services marchands financiers (en %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2023		2024		avril	mai (*)
	avril	mai	avril	mai (*)		
Bénin	6,2	-0,2	3,5	0,1	10,3	10,6
Burkina	-0,9	6,3	-4,7	6,6	8,6	8,9
Côte d'Ivoire	0,9	2,2	0,9	1,3	17,8	16,9
Guinée-Bissau	2,8	12,9	9,9	6,9	25,9	19,3
Mali	8,7	0,0	9,7	0,0	22,7	22,7
Niger	-4,6	8,2	1,1	3,5	13,5	8,5
Sénégal	1,7	-4,8	1,7	-2,7	10,3	12,7
Togo	-1,3	2,7	-1,5	2,3	4,3	3,9
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>1,8</b>	<b>0,9</b>	<b>1,7</b>	<b>0,8</b>	<b>14,3</b>	<b>14,3</b>

Source : BCEAO

(\*) données provisoires

S'agissant des services financiers, le chiffre d'affaires s'est accru de 14,3%, en rythme annuel. Les hausses ont concerné l'ensemble des pays, à savoir le Mali (+22,7%), la Guinée-Bissau (+19,3%), la Côte d'Ivoire (+16,9%), le Sénégal (+12,7%), le Bénin (+10,6%), le Burkina (+8,9%), le Niger (+8,5%) et le Togo (+3,9%).

## 2.2. Inflation

***L'inflation dans l'Union est ressortie, en juin 2024, en hausse par rapport à son niveau du mois précédent, en lien avec l'augmentation du rythme de progression des prix des "produits alimentaires", atténuée par la décélération de la composante "transport" et "Restaurants et Hôtels".***

Sur la base des données officielles disponibles, le taux d'inflation ressortirait, en glissement annuel, à 4,4% en juin 2024, contre 4,3% le mois précédent, soit une légère hausse de 0,1 point de pourcentage. L'analyse par fonction montre une accélération des prix au niveau de la fonction "produits alimentaires" dont la contribution à l'inflation totale est passée de 2,9 points de pourcentage (pdp) en mai 2024 à 3,2 points de pourcentage en juin 2024 (+0,3 pdp), atténuée

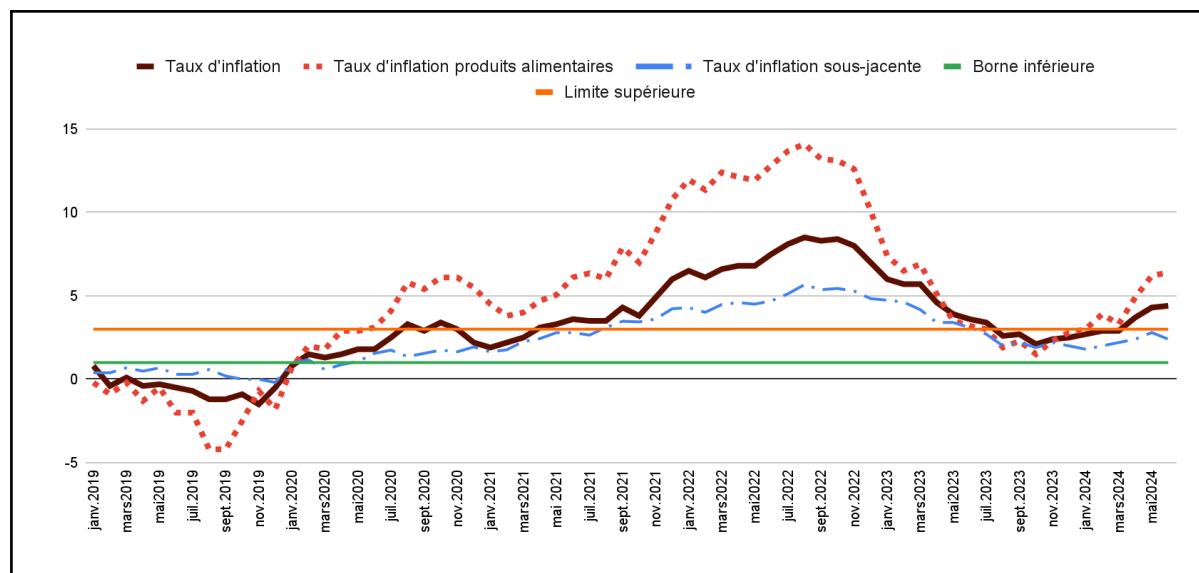
par le repli des contributions des fonctions “transport” et “Restaurants et Hôtels” (-0,1 pdp respectivement).

Le renchérissement des produits alimentaires en juin 2024 résulte de plusieurs facteurs d’offre, dont les tensions accrues sur les marchés céréaliers de l’Union en raison d’une offre réduite, suite aux résultats mitigés de la campagne agricole 2023/2024 (+2,0% contre +17,0% précédemment). Le marché des tubercules est aussi touché par une faible performance de la production 2023/2024 (+1% contre +4%). Les restrictions d’échanges, l’insécurité persistante, la levée des subventions sur certains produits et la limitation des sorties de produits de grande consommation contribuent également à l’inflation des produits alimentaires. Par ailleurs, l’accélération de la hausse des coûts du fret (+215,1% contre +113,5% en mai 2024), due à l’augmentation des primes d’assurance et des coûts logistiques, affecte le contexte international. En conséquence, les prix des produits alimentaires dans l’Union ont augmenté de +6,4% en juin 2024, contre +6,2% en mai, avec une hausse notable des prix des céréales (+11,3% contre +8,1%) et des légumes secs (+10,9% contre +10,7%). L’indice de persistance<sup>2</sup> est passé de 0,46 en décembre 2023 à 0,52 en juin 2024, indiquant une augmentation de l’écart entre l’inflation alimentaire actuelle et sa tendance de long terme.

S’agissant de la composante “transport”, sa décélération s’explique par la stabilité, sur un an, des prix à la pompe des carburants dans les pays de l’Union, dans un contexte de ralentissement de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Quant à la fonction “Restaurants et Hôtels”, l’évolution enregistrée est liée à la décélération des prix des services liés à l’hébergement (+3,7% contre +4,3%).

L’analyse par pays révèle des accélérations de l’inflation au Niger (+15,4% contre +13,0%), au Togo (+4,3% contre +3,9%) et au Mali (+4,2% contre +1,2%). Par contre, des décélérations sont notées au Bénin (+0,8% contre +2,3%), au Sénégal (+1,3% contre +2,1%), au Burkina (+2,4% contre +3,4%) et en Guinée-Bissau (+2,6% contre +3,2%).

**Graphique 7 : Évolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation dans l'UEMOA (%)**



Sources : INS, BCEAO

<sup>2</sup> Lorsque l'indice de persistance est proche de un, l'inflation présente une forte inertie, c'est-à-dire qu'elle dépend fortement de sa valeur passée. Ainsi, l'effet d'un choc est persistant et l'inflation ne retournera à son niveau de long terme que très lentement. Dans le cas où le coefficient est égal à l'unité (la série présente alors une racine unitaire), l'inflation s'écarte de façon indéfinie de sa valeur de long terme.

Le taux d'inflation sous-jacente, calculé en excluant les prix des produits frais et de l'énergie, devrait rester stable à 2,4% en juin 2024 comme en mai 2024.

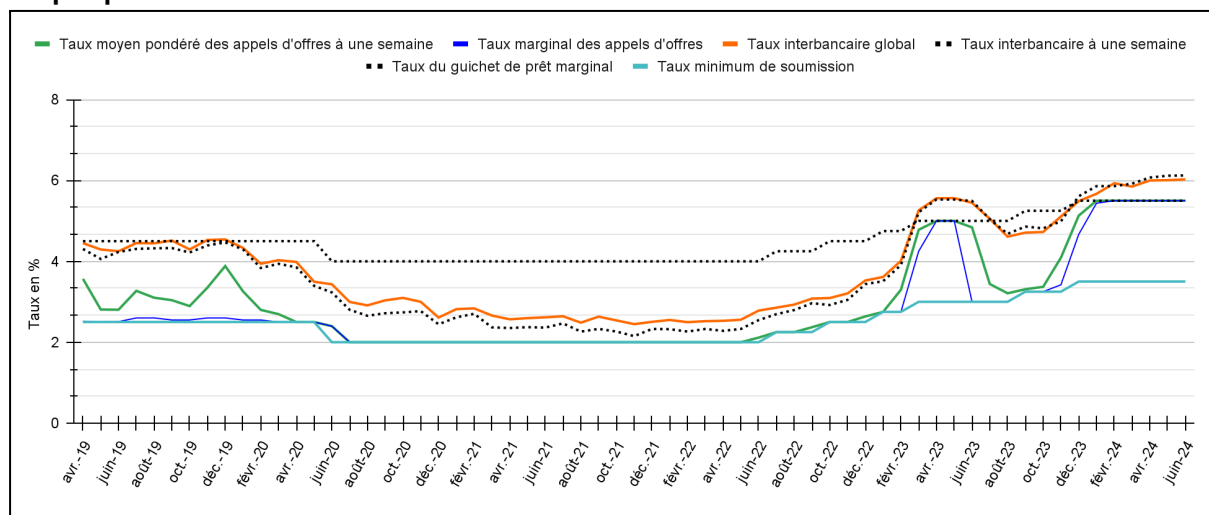
### III. TAUX D'INTÉRÊT, LIQUIDITÉ ET MONNAIE

**La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a tenu, le 4 juin 2024, la deuxième session ordinaire de son Comité de politique monétaire (CPM) de l'année 2024 au cours de laquelle elle a maintenu inchangés ses taux directeurs, en vigueur depuis le 16 décembre 2023. Ainsi, le taux minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité demeure à 3,50% et le taux du guichet de prêt marginal à 5,50%.**

#### 3.1. Taux d'intérêt des marchés monétaires

Le taux moyen pondéré des appels d'offre à une semaine et le taux marginal des appels d'offre sont restés stables entre mai et juin à 5,50%. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré sur la maturité à une semaine est resté constant entre mai et juin 2024 à 6,12%. Globalement, les échanges sur le marché interbancaire se sont effectués, en moyenne, à 6,03% en juin 2024, en hausse de 2 pdb par rapport à mai 2024 et de 58 pdb par rapport à la valeur d'il y a un an.

**Graphique 8 : Évolution des taux d'intérêt sur le marché monétaire**



Sources : BCEAO

#### 3.2. Taux d'intérêt des banques

Les résultats de l'enquête sur les conditions de banque révèlent, à l'échelle de l'Union, que les taux d'intérêt débiteurs des banques au cours du mois de mai 2024 se sont allégés de 8 pdb par rapport au mois précédent. Hors charges et taxes, le taux débiteur moyen est ressorti à 7,11% en mai 2024 et à 6,73% un an plus tôt. Le coût du crédit bancaire a baissé au Mali (6,91% contre 8,22%), au Sénégal (6,60% contre 7,11%), au Niger (9,30% contre 9,50%) et au Togo (7,91% contre 7,97%). Par contre, une hausse a été observée en Guinée-Bissau (9,14% contre 7,30%), au Bénin (8,14% contre 7,47%) et en Côte d'Ivoire (6,76% contre 6,63%). En moyenne, les taux débiteurs sont restés pratiquement inchangés au Burkina à 7,88%.

Les taux d'intérêt créditeurs sur les dépôts à terme ont progressé de 11 pdb pour s'établir à 5,28%, contre 5,17% un mois plus tôt et 5,13% une année auparavant. Par pays, la rémunération des dépôts s'est améliorée dans tous les pays à l'exception du Mali (5,36% contre 5,51%) et du Burkina (5,59% contre 5,67%), où les taux créditeurs se sont repliés respectivement de 15 pdb et de 8 pdb. Les accroissements concernent le Togo (6,61% contre 5,61%), le Niger (6,20% contre 5,55%), la Guinée-Bissau (3,98% contre 3,50%), la Côte d'Ivoire (4,23% contre 3,76%), le Sénégal (6,00% contre 5,66%) et le Bénin (5,60% contre 5,39%).



### 3.3. Liquidité bancaire

En juin 2024, les facteurs autonomes ont exercé une incidence négative de 144,2 milliards sur la trésorerie des banques. En effet, le solde des versements de billets aux guichets des banques ainsi que celui des transferts des banques sont ressortis négatifs respectivement à -138,1 milliards et -70,1 milliards. Le solde positif de 64,0 milliards des opérations des banques avec les États et autres facteurs nets a permis d'atténuer l'incidence négative des deux autres facteurs. Durant la même période, le refinancement accordé par la BCEAO aux banques de l'UEMOA a augmenté de 84,1 milliards.

**Tableau 6 : Facteurs explicatifs de l'évolution de la liquidité des banques**  
(montants en milliards de FCFA)

	juin-23 / mai-23	mai-24 / avr-24	juin-24 / mai-24
Circulation fiduciaire (1)	125,5	159,0	138,1
Transferts nets des banques (2)	-405,9	136,0	-70,1
Opérations des banques avec les États et autres facteurs nets (3)	200,7	178,7	64,0
Position structurelle de liquidité (4) = (2) + (3) - (1)	-330,7	155,7	-144,2
Réserves obligatoires (5)	4,3	5,0	12,1
Hausse (+) ou baisse (-) des besoins de liquidité (6) = (5) - (4)	335,0	-150,7	156,4
Refinancements (7)	26,1	33,0	84,1
Variation de la liquidité bancaire (8) = (4) + (7)	<b>-304,6</b>	<b>188,8</b>	<b>-60,1</b>

Source : BCEAO

En conséquence, la liquidité bancaire s'est réduite de 60,1 milliards d'un mois à l'autre.

**Tableau 7 : Répartition des refinancements suivant les guichets<sup>3</sup>**

	Encours			Variation (en milliards)	
	juin 24	mai 24	juin 24	mai-24 / avr-24	juin-24 / mai-24
Guichet hebdomadaire	6 583,0	7 527,7	7 650,8	149,1	123,2
Guichet mensuel	1 405,0	508,3	484,0	-25,0	-24,3
Guichet de prêt marginal	0,0	317,3	302,6	-66,1	-14,8
Guichet de relance	794,8	175,0	175,0	-25,0	0,0
Guichet de Soutien et de Résilience	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Refinancement total de la Banque Centrale	8 787,3	8 528,3	8 612,4	33	84,1

Source : BCEAO

L'examen de la constitution des réserves obligatoires par les banques pendant la période allant du 16 juin 2024 au 15 juillet 2024 révèle un excédent par rapport au niveau des réserves requises. Les réserves excédentaires des banques se sont élevées à 1.037,4 milliards, représentant 85,7% des réserves requises contre 1.031,9 milliards (86,1% des réserves obligatoires) sur la période précédente.

<sup>3</sup> Les données des encours ne concernent que les banques

**Tableau 8 : Niveau des réserves excédentaires selon la présence au refinancement**  
(montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

Pays	Banques venant au refinancement			Autres banques			Total	
	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	RO	En % des réserves requises	Réserves excédentaires	En % des réserves requises
Bénin	46,2	90,8	50,9	8,5	0,7	1210,1	54,7	59,8
Burkina	154,0	135,6	113,6	2,7	1,5	181,3	156,7	114,3
Côte d'Ivoire	297,6	420,7	70,7	111,5	50,0	223,1	409,2	86,9
Guinée-Bissau	3,5	5,0	70,1	2,8	1,9	145,6	6,4	91,1
Mali	46,1	141,5	32,6	0,0	0,0	-	46,1	32,6
Niger	4,7	43,6	10,9	6,0	0,9	644,3	10,7	24,1
Sénégal	168,9	201,7	83,7	120,8	49,0	246,6	289,7	115,6
Togo	67,4	45,3	148,8	-3,4	22,6	-15,2	64,0	94,3
<b>UMOA</b>	<b>788,4</b>	<b>1 084,2</b>	<b>72,7</b>	<b>249,0</b>	<b>126,6</b>	<b>196,6</b>	<b>1 037,4</b>	<b>85,7</b>

Source : BCEAO, RO : Réserves Obligatoires.

### 3.4. Monnaie

En mai 2024, le rythme de progression de la masse monétaire est ressorti, en glissement annuel, à 3,6%, après 1,5% atteint le mois précédent, en lien avec l'évolution de ses contreparties. Sous l'angle de ses composantes, la circulation fiduciaire a augmenté de 7,1% en mai 2024, après 5,0% en avril 2024, tandis que le rythme de progression des dépôts est passé de 0,5% à fin avril 2024 à 2,6% à fin mai 2024.

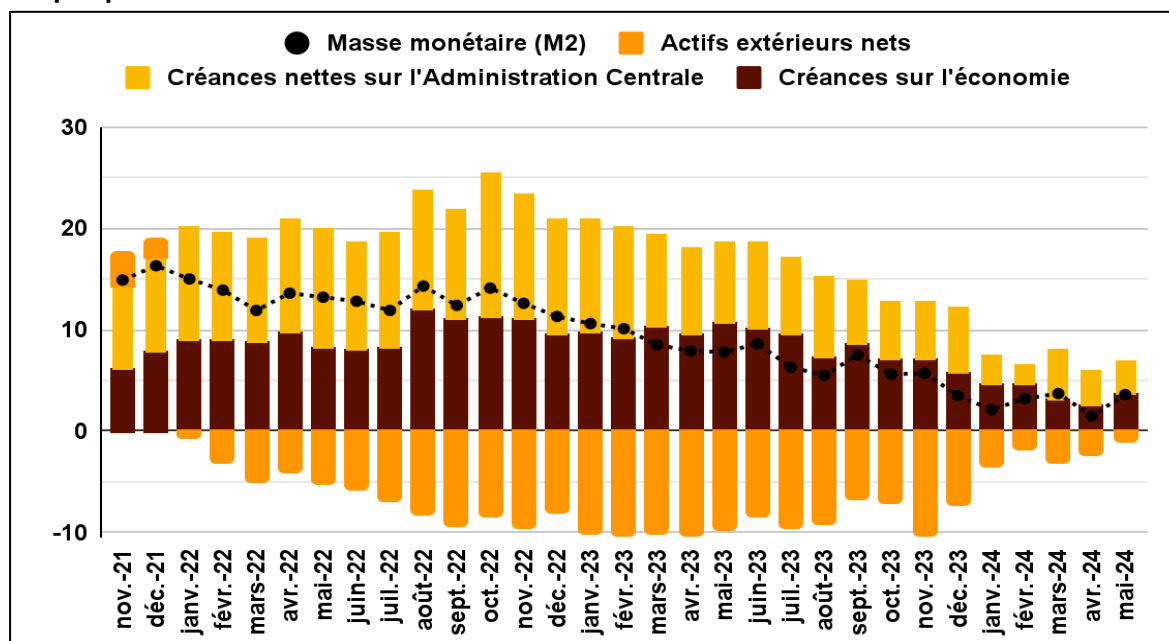
**Tableau 9 : Situation monétaire à fin mai 2024** (montants en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

					Variation mensuelle (%)		Variation annuelle (%)	
	avr.-23	mai-23	avr.-24	mai-24	Période précédente	Période courante	Période précédente	Période courante
<b>Masse monétaire (M2)</b>	<b>46 004,9</b>	<b>46 365,4</b>	<b>46 708,7</b>	<b>48 033,8</b>	<b>-1,3</b>	<b>2,8</b>	<b>1,5</b>	<b>3,6</b>
Circulation fiduciaire	10 438,8	10 378,1	10 955,6	11 119,9	1,4	1,5	5,0	7,1
Dépôts	35 566,1	35 987,4	35 753,2	36 913,9	-2,1	3,2	0,5	2,6
<b>Actifs extérieurs nets</b>	<b>2 943,1</b>	<b>2 561,9</b>	<b>1 906,5</b>	<b>2 150,5</b>	<b>30,9</b>	<b>12,8</b>	<b>-35,2</b>	<b>-16,1</b>
<b>Créances intérieures</b>	<b>53 959,1</b>	<b>54 529,8</b>	<b>57 205,1</b>	<b>58 293,5</b>	<b>-1,1</b>	<b>1,9</b>	<b>6,0</b>	<b>6,9</b>
Créances nettes sur APUC	21 329,2	21 694,5	23 210,0	23 574,9	-1,8	1,6	8,8	8,7
Créances sur l'économie	32 629,9	32 835,3	33 995,2	34 718,6	-0,6	2,1	4,2	5,7

Source : BCEAO

La progression de la masse monétaire à fin mai 2024 résulte essentiellement de la hausse des créances des institutions de dépôt sur les unités résidentes (+3.763,7 milliards ou +6,9%), dont l'effet a été atténué par la dégradation des Actifs Extérieurs Nets (-16,1%).

**Graphique 9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en variation annuelle**



Source : BCEAO

### 3.4.1. Actifs Extérieurs Nets (AEN) des institutions de dépôt

A fin mai 2024, les AEN des institutions de dépôt de l'Union se sont contractés de 411,4 milliards, en un an.

### 3.4.2. Créances intérieures

Les créances intérieures ont progressé, en rythme annuel, de 6,9% à fin mai 2024, après 6,0% en avril 2024. En lien avec le recours des Etats au marché financier régional pour le financement du déficit public, les créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale se sont accrues de 8,7% à fin mai 2024, après 8,8% à fin avril 2024.

Le financement du secteur privé est demeuré dynamique. Les créances sur l'économie ont enregistré, en glissement annuel, une croissance de 5,7% à fin mai 2024 après 4,2% à fin avril 2024. Les crédits accordés aux entreprises non financières ont augmenté de 8,0% et ceux octroyés aux ménages et aux Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages (ISBLSM) se sont accrues de 5,6% à fin mai 2024, après respectivement 3,0% et 7,2% le mois précédent.

## IV. MARCHÉ FINANCIER DE L'UEMOA

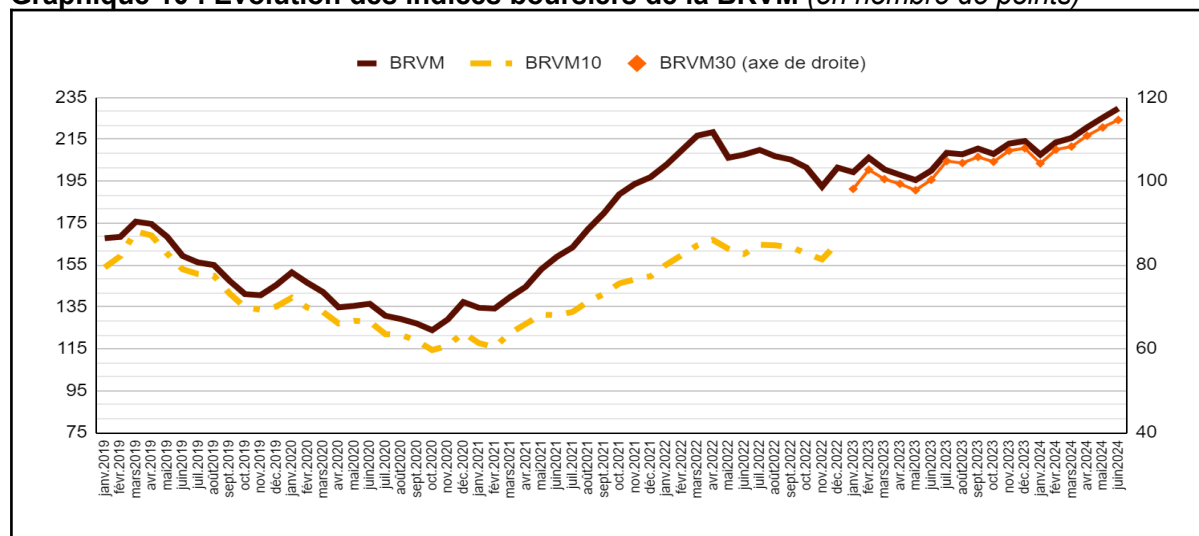
**Les activités du marché boursier régional ont connu des évolutions à la hausse. Les Etats ont, pour leur part, mobilisé un total de 980,0 milliards en juin 2024, soit une progression de 24,7% ou 193,9 milliards par rapport au mois de mai 2024. En outre, le Sénégal a levé 450 milliards sur le marché international, portant le montant total des mobilisations de juin 2024 à 1.430,4 milliards.**

### 4.1. Marché boursier de l'UEMOA

Au niveau de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), les indicateurs d'activité ont affiché des évolutions à la hausse. A fin juin 2024, l'indice global, le BRVM Composite, s'est renforcé de 2,0% par rapport à sa valeur à fin mai 2024, pour s'établir à 229,7 points. De même, l'indice des trente valeurs les plus actives, le BRVM 30, lancé en début janvier 2023 en remplacement de l'indice BRVM 10, a progressé de 1,6% par rapport à sa valeur à fin mai 2024, pour se situer à 114,6 points. A la date du 19 juillet 2024, l'indice BRVM Composite a augmenté de 4,1% par rapport à sa valeur de fin juin 2024. De même, l'indice BRVM 30 s'est accru de 4,6% sur la même période.

En glissement annuel, les indices BRVM composite et BRVM 30 se sont améliorés respectivement de 15,8% et 15,1% par rapport à fin juin 2023.

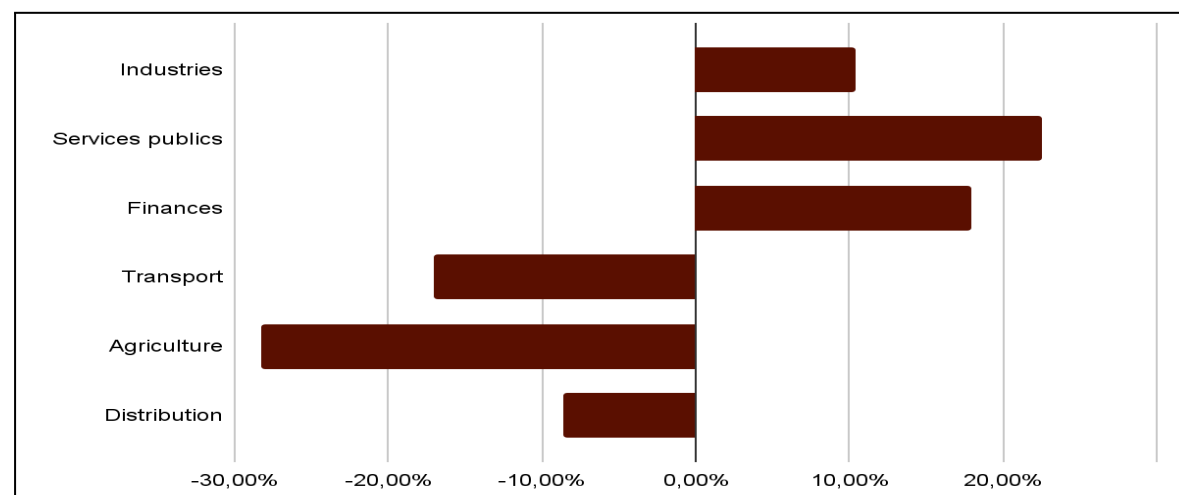
**Graphique 10 : Évolution des indices boursiers de la BRVM (en nombre de points)**



Source : BRVM

S'agissant de la capitalisation boursière totale, elle s'est accrue de 8,7% par rapport à fin juin 2023 pour s'établir à 19.125,8 milliards. Cette orientation haussière a été imprimée notamment par le renforcement des indices des branches « Services publics » : +22,5%, « Finances » : +17,9% et « Industrie » : +10,5%, amoindri par les branches « Agriculture » : -28,3%, « Transport » : -17,1% et « Distribution » : -8,7%. Dans le détail, la capitalisation des actions a progressé de 14,9% à 8.545,5 milliards et celle des obligations de 4,1% à 10.580,2 milliards.

**Graphique 11 - Évolution des indices sectoriels de la BRVM en juin 2024 en variation annuelle**



Source : BRVM

#### 4.2. Marché des titres de la dette publique

Sur le **marché par adjudication**, les ressources levées par les Etats membres de l'UMOA à fin juin 2024 se sont établies, en termes bruts, à 620,4 milliards, dont 477,1 milliards de bons du Trésor (76,9%) et 143,3 milliards d'obligations (23,1%). Par rapport à mai 2024, les ressources mobilisées ont baissé de 46,1 milliards ou 6,9%. Cette évolution s'explique notamment par la diminution des émissions d'obligations (-225,5 milliards), atténuée par l'accroissement de celles

des bons (+179,4 milliards). En glissement annuel, le volume global des émissions par adjudication a régressé de 64% ou 1.101,4 milliards.

Le taux de couverture<sup>4</sup> global des montants mis en adjudication par les souscriptions a baissé en juin 2024, ressortant à 102,3%, contre 137,4% le mois précédent.

S'agissant des conditions de financement, les coûts des ressources mobilisées ont connu une évolution contrastée sur les deux compartiments de ce marché. En effet, le taux d'intérêt moyen pondéré<sup>5</sup> des bons s'est replié de 1 point de base (pdb) pour s'établir à 7,31% en juin 2024, contre 7,32% en mai 2024. Pour sa part, le rendement moyen pondéré des émissions obligataires a augmenté de 13 pdb pour ressortir à 7,88% en juin 2024. Comparés à la même période de l'année précédente, les coûts des emprunts publics sont ressortis en hausse, respectivement de 25 pdb et 61 pdb pour les bons du Trésor et les obligations.

Le compartiment par **syndication** a, au cours du mois sous revue, enregistré deux emprunts obligataires de la Côte d'Ivoire, pour un montant global de 360,0 milliards contre 120,0 milliards le mois précédent, soit une hausse de 240,0 milliards. En glissement annuel, le volume des émissions a augmenté de 310,0 milliards. Le rendement moyen pondéré des obligations émises par syndication a baissé de 31 pdb, en variation annuelle, pour s'établir à 5,94%. D'un mois à l'autre, cet indicateur a reculé de 53 pdb.

**Tableau 10 : Ressources mobilisées par les États**

(en milliards de FCFA, sauf indication contraire)

	juin 2023	mai 2024	juin 2024	Variation mensuelle		Variation annuelle	
				montant	%	montant	%
<b>Bons</b>	513,1	297,7	477,1	179,4	60,3	-36,0	-7,0
<b>Obligations</b>	1 258,7	488,8	503,3	14,5	3,0	-755,4	-60,0
-Par adjudication	1 208,7	368,8	143,3	-225,5	-61,1	-1 065,4	-88,1
-Par syndication	50,0	120,0	360,0	240,0	200,0	310,0	620,0
<b>Total adjudication</b>	1 721,8	666,5	620,4	-46,1	-6,9	-1 101,4	-64,0
<b>Total marché régional des titres publics</b>	1 771,8	786,5	980,4	193,9	24,7	-791,4	-44,7
<b>Marché des eurobonds</b>	0,0	0,0	450,0	-	-	-	-
<b>Total général</b>	1 771,8	786,5	1 430,4	643,9	81,9	-341,4	-19,3

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

Sur les **marchés financiers internationaux**, l'Etat du Sénégal a, au cours du mois sous revue, réalisé une émission d'euro-obligations d'environ 450 milliards de francs CFA, pour une maturité de 7 ans, assortie d'un coupon de 7,75%.

**Tableau 11 : Évolution des taux d'intérêt des émissions de titres par les États**

(En point de pourcentage)

	juin 2023	mai 2024	juin 2024	Variation	
				mensuelle	annuelle
<b>Bons</b>	7,06	7,32	7,31	-0,01	0,25
<b>Obligations</b>	7,23	7,44	6,49	-0,95	-0,74
Par adjudication	7,27	7,75	7,88	0,13	0,61
Par Syndication	6,25	6,47	5,94	-0,53	-0,31
<b>Eurobonds</b>	-	-	7,75	-	-

Source : UMOA-Titres, BCEAO.

<sup>4</sup> Le taux de couverture est défini comme le rapport entre le montant des souscriptions et le montant sollicité lors du lancement des émissions.

<sup>5</sup> Le taux d'intérêt moyen pondéré correspond au taux d'intérêt moyen sur les soumissions de bons, pondéré des montants retenus.

## V. PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'UEMOA

*La progression de l'activité économique se poursuivrait dans l'Union. Les perspectives économiques sont favorables. Elles restent toutefois tributaires de l'évolution de la conjoncture internationale, de la situation socio-politique et sécuritaire ainsi que des effets climatiques. Les performances des économies de l'UEMOA seraient portées par la bonne tenue des services et de l'industrie manufacturière.*

### 5.1. Croissance

Dans les mois à venir, le dynamisme de l'activité économique de l'Union devrait se consolider. La croissance serait principalement soutenue par la hausse attendue de la demande intérieure et l'amélioration continue de certains secteurs tels que l'agriculture vivrière, le commerce, les services marchands et non marchands, le transport et le BTP.

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture menée par la BCEAO, l'activité économique dans l'ensemble des secteurs serait bien orientée et les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances. Les branches commerciales, les industries manufacturières et extractives, ainsi que les services marchands et financiers devraient connaître une accélération.

Selon les prévisions de la BCEAO, l'activité économique, en glissement annuel, progresserait de 5,4% et 5,7% respectivement aux deuxième et troisième trimestres 2024, après une estimation de 5,1% au premier trimestre 2024. Les bonnes performances de la demande intérieure renforceraient la croissance économique des pays de l'UEMOA.

A la fin du premier trimestre 2024, l'acquis de croissance est ressorti à 3,6%. Globalement, en moyenne, sur l'ensemble de l'année 2024, il est attendu une croissance du PIB de 6,1%, après 5,7% en 2023.

**Tableau 12 : Prévisions de taux de croissance économique de l'UEMOA**  
(contribution en point de %)

	Réalizations				Estimation	Prévisions	
	1T2023	2T2023	3T2023	4T2023	1T2024	2T2024	3T2024
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,5</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>1,4</b>
Agriculture vivrière	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	1,0	1,1
Sylviculture	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1
Pêche et élevage	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>
Activités extractives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Industries manufacturières	0,4	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	0,4
Production et dist. Électricité, gaz et eau	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>3,5</b>	<b>3,6</b>	<b>3,4</b>	<b>3,0</b>	<b>3,2</b>	<b>3,4</b>	<b>3,6</b>
Commerce	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,8	0,8
Transports, postes et communications	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Banques, assurances et autres services non marchands net SIFIM	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Services non marchands	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	0,8	0,9
Impôts et taxes	0,5	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,5
<b>Produit Intérieur Brut</b>	<b>5,6</b>	<b>5,7</b>	<b>5,4</b>	<b>4,8</b>	<b>5,1</b>	<b>5,4</b>	<b>5,7</b>

Source : BCEAO

### 5.2. Monnaie

Les estimations situeraient le taux de croissance annuelle de la masse monétaire de l'Union à 4,0% à fin juin 2024, en hausse de 0,4 pdp par rapport à son niveau de mai 2024. La hausse de

1.900,1 milliards qui en résulterait, serait essentiellement imputable à l'accroissement des créances intérieures de 7,0%, atténué par la baisse des AEN des institutions de dépôt.

En particulier, le renforcement des créances intérieures serait lié à la hausse attendue, en glissement annuel, des créances nettes sur les unités de l'administration publique centrale (+8,7%) et de celle des créances sur l'économie (+5,9%).

Analysé sous l'angle de ses composantes, l'accroissement, en glissement annuel, de la masse monétaire se traduirait à fin juin 2024 par la hausse des dépôts (+3,4%) et de la circulation fiduciaire (+6,4%).

### 5.3. Inflation

En perspective, le taux d'inflation au sein de l'Union, en glissement annuel, devrait s'établir à 4,3% en juillet et 4,1% en août 2024. Le niveau de l'inflation serait en ligne avec le maintien des pressions sur les prix des produits céréaliers, notamment dans les pays sahéliens dont la production céréalière s'est réduite lors de la campagne agricole 2023/2024. Toutefois, les mesures de baisse des prix des produits de première nécessité, prises par le Gouvernement du Sénégal<sup>6</sup> à compter du 24 juin 2024, ainsi que la décision des Autorités du Niger<sup>7</sup>, prise le 26 juin 2024, sur la vente de riz à prix modéré pourraient atténuer les tensions sur les prix. En outre, le 17 juillet 2024, le Gouvernement nigérien a annoncé une réduction du prix du carburant à la pompe à compter du 23 juillet 2024, fixant le prix du litre d'essence à 499 FCFA contre 540 FCFA auparavant et celui du gasoil à 618 FCFA au lieu de 668 FCFA. Cette décision pourrait avoir un effet baissier sur l'inflation.

**Tableau 13 : Évolution de l'inflation au sein de l'UEMOA par fonction**  
(contribution en point de %)

Fonctions	Réalizations					Estimation	Prévision	
	déc. 19	déc. 20	déc. 21	déc. 22	mai 24	juin 24	juil. 24	août 24
Produits alimentaires et boissons	-0,5	1,8	4,7	4,6	2,9	3,2	3,1	3,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiants	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Habillement	0,1	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Logement	0,2	-0,1	0,5	0,6	0,4	0,4	0,4	0,4
Ameublement	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Santé	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Transport	0,1	0,0	0,2	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1
Communication	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Loisirs et culture	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Enseignement	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,0	0,2	0,1	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2
Autres biens	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Ensemble</b>	<b>-0,5</b>	<b>2,2</b>	<b>6,0</b>	<b>7,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4,4</b>	<b>4,3</b>	<b>4,1</b>

Sources : INS, BCEAO



<sup>6</sup> Selon le communiqué officiel, lu par le Ministre Secrétaire Général du Gouvernement le 13 juin 2024, le prix du sucre cristallisé sera revu à la baisse de 50 FCFA. Seront également impactés par ces baisses, le prix du riz brisé non parfumé (baisse de 40 FCFA), de l'huile raffinée (baisse de 100 FCFA), du pain (baguette de 190 g baisse de 15 FCFA), ainsi que le ciment (baisse de 2.000 FCFA). Des baisses sont également attendues pour l'internet.

<sup>7</sup> Au Niger, les autorités ont lancé, mercredi 26 juin 2024, une opération de vente de riz à prix modéré, offrant aux consommateurs le sac de 25kg à 13.500 FCFA au lieu de 17.000 FCFA.

## ANNEXES STATISTIQUES

Tableau A1 : Évolution du chiffre d'affaires par branche (contribution en point de %)

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024		avril	mai (*)
	mai	mai	avril	mai (*)		
<b>PRODUITS DE L'ALIMENTATION</b>	<b>-0,9</b>	<b>-1,7</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>2,8</b>
Produits non transformés de l'agriculture, de la chasse ou de la sylviculture	0,2	-0,1	0,4	-0,1	0,7	0,6
Produits non transformés de la pêche, de la pisciculture ou de l'aquaculture	0,3	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,1
Autres produits de l'alimentation, boissons et tabacs	-1,5	-1,6	0,0	-0,4	0,9	2,1
<b>EQUIPEMENT DE LA PERSONNE</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>
Textiles, habillement, articles chaussants et cuirs	0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,1	0,1
Montres, horloges, bijoux et pierre précieuses	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>EQUIPEMENT DU LOGEMENT</b>	<b>-0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,9</b>
Ameublement, équipements et produits ménagers	-0,1	-0,1	0,2	0,0	0,2	0,3
Matériaux de construction, quincaillerie, peintures, verres et articles de verre	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,6	0,6
<b>AUTOMOBILES, MOTOCYCLES ET PIÈCES DÉTACHÉES</b>	<b>0,9</b>	<b>0,2</b>	<b>1,4</b>	<b>-2,6</b>	<b>3,9</b>	<b>0,7</b>
Véhicules automobiles neufs	1,1	0,0	1,6	-2,8	3,7	0,6
Véhicules automobiles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Motocycles neufs	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,1	0,2
Motocycles usagers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles neufs	-0,1	0,4	-0,1	0,1	0,2	-0,1
Pièces et accessoires de véhicules automobiles et de motocycles usagers	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,0
<b>PRODUITS PÉTROLIERS</b>	<b>0,9</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,4</b>	<b>4,2</b>	<b>4,9</b>	<b>8,8</b>
Produits pétroliers	0,9	0,9	-0,4	4,2	4,9	8,8
<b>PRODUITS PHARMACEUTIQUES ET COSMÉTIQUES</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>1,9</b>	<b>1,5</b>
Produits pharmaceutiques et médicaux	0,4	0,3	-0,4	-0,1	1,9	1,4
Parfumerie et produits de beauté	0,0	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUITS DIVERS</b>	<b>-0,3</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,4</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>
Machines de bureau et matériel et informatique	0,0	-0,1	0,0	-0,2	0,1	0,0
Autres appareils électriques et électroniques non ménagers	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1
Articles de presse, librairie, papeterie, fournitures scolaires	0,2	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0
Autres produits	-0,4	-0,2	-0,3	-0,1	0,3	0,3
<b>INDICE GLOBAL</b>	<b>1,0</b>	<b>-0,7</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>13,7</b>	<b>15,1</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires, CVS



**Tableau A2 : Indice de la production industrielle par branche (contribution en point de %)**

Branches	Variation mensuelle				Glissement annuel	
	2022	2023	2024			
	mai	mai	avril	mai (*)	avril	mai (*)
<b>PRODUCTION DES ACTIVITES EXTRACTIVES</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>1,4</b>	<b>3,2</b>	<b>4,2</b>
Pétrole brut et gaz naturel	-0,6	-0,2	-0,3	0,8	4,1	5,3
Minerais d'uranium et de thorium	0,1	0,3	0,1	0,0	-0,3	-0,6
Minerais métalliques	0,0	0,7	0,4	0,6	-0,4	-0,5
Autres minerais	0,1	-0,1	0,3	0,0	-0,2	-0,1
<b>INDUSTRIES MANUFACTURIERES</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,0</b>	<b>-1,7</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,2</b>	<b>3,3</b>
Produits alimentaires et de boissons	-3,1	-2,6	-2,2	-0,5	-2,2	-0,1
Produits à base de tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,1
Textiles	-1,9	-1,0	-0,8	-0,6	0,1	0,5
Articles d'habillement	2,3	-0,1	-0,7	1,0	-1,9	-0,8
Cuirs; articles de voyage et de maroquinerie, articles de sellerie et de bourrellerie; chaussures	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bois et articles en bois et en liège (sauf meubles); articles de vannerie et de sparterie	0,2	-0,1	0,7	0,2	0,5	0,9
Papier, carton et articles en papier et en carton	0,0	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3
Produits de l'édition, de l'imprimerie et supports enregistrés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Produits pétroliers raffinés	-0,5	0,1	-1,2	0,1	-0,2	-0,3
Produits chimiques	-0,9	-0,6	-0,1	-0,8	0,1	-0,2
Caoutchouc et matières plastiques	0,1	0,0	2,6	-0,4	1,9	1,6
Autres produits minéraux non métalliques	-1,1	0,0	-0,3	0,6	-0,6	0,0
Produits métallurgiques de base	0,1	-0,1	1,1	-0,1	1,3	1,3
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériel)	-0,2	0,4	-1,0	0,1	0,4	0,1
Machines et matériel n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Machines et appareils électriques n.c.a.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres matériels de transport	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Meubles; activités de fabrication n.c.a.	0,0	-0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0
Produits de récupération	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ELECTRICITE, DE GAZ ET D'EAU</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>2,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>
Electricité, gaz, vapeur et eau chaude	0,2	0,0	1,8	-0,2	-0,1	-0,2
Eau	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,1
<b>Indice Général</b>	<b>-5,1</b>	<b>-3,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>3,0</b>	<b>7,4</b>

Source : BCEAO (\*) données provisoires, CVS

n.c.a. : non classé ailleurs



**BCEAO**  
BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST